

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 08/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



BACHELET-BONNEFOND

12, rue de l'ancienne Mare
BP 45
76144 LE PETIT QUEVILLY

Références : UDRD-2023-02-81 NA/BrJ
Code AIOT : 0005801216

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2023 dans l'établissement BACHELET-BONNEFOND implanté ZI des Patis 12, rue de l'Ancienne Mare 76140 LE PETIT QUEVILLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la gestion des eaux d'extinction suite à l'incendie d'un entrepôt survenu le 16 janvier 2023 à Grand-Couronne, l'inspection s'est rendue le 25 janvier 2023 sur le site de la société Bachelet Bonnefond située au n°12 rue de l'ancienne mare à Petit-Quevilly afin de s'assurer de la bonne prise en charge d'une partie des eaux d'extinctions.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BACHELET-BONNEFOND
- ZI des Patis 12, rue de l'Ancienne Mare 76140 LE PETIT QUEVILLY
- Code AIOT : 0005801216
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 21 avril 2022 à exercer une activité de traitement de déchets liquides dangereux et non dangereux (pour une capacité totale de 18 000 t/an).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des dispositions concernant les conditions de prise en charge de déchets sur le site (critères d'admission, stockage de déchets, respect des valeurs limites de rejets des eaux résiduaires....) annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 avril 2022
- modalités de traitement par le procédé Hydrosep des eaux d'extinction de l'incendie survenu le 16 janvier 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Stockage des déchets liquides	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 5.1.3 et 8.3.6	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 1	
2	Nature des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 1.2.3.2.1	/	Mesures d'urgence	5 mois
3	Acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 8.3.2 et 8.3.3	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 2	
4	Traitement des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 8.3.7	/	Mesures d'urgence	5 mois
5	Surveillances des rejets	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.11 et 9.2.3	/	Mesures d'urgence + demande n° 3	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence que les eaux incendie recueillies en urgence sur le site n'avaient fait l'objet d'aucun traitement et sont stockées dans des conditions nécessitant encore des ajustements par la mise en oeuvre notamment de capacités de rétention.

De plus, à ce stade des investigations, le site apparaît, a priori, apte à traiter les eaux d'extinction incendie issues du sinistre survenu le 16 janvier 2023 à Grand-Courronne. Il est à rappeler que le site Bachelet Bonnefond de Petit-Quevilly est déjà autorisé à traiter des effluents de cette nature par son arrêté préfectoral du 21 avril 2022.

Toutefois, le traitement de ces eaux est une opération spécifique qui nécessite d'être encadrée. L'inspection propose en conclusion de ce rapport, d'autoriser Bachelet-Bonnefond par un arrêté préfectoral de mesures d'urgence à traiter ces effluents selon un cadre bien précis qui prévoit :

- le traitement des ces effluents selon un calendrier spécifique (5 mois);
- un essai sur un volume de 100m³ pour valider l'efficacité du procédé de traitement avant le traitement industriel de ces effluents à plus grande échelle;
- un renforcement des conditions de rejets (ajouts de valeurs limites de rejets de paramètres non réglementés à ce stade);
- un renforcement des modalités de réalisation de l'autosurveillance (ajout de paramètres à surveiller et renforcement des fréquences de suivi);
- dans ce cadre spécifique, un affranchissement des conditions d'admission fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site est admis.

Notons, enfin que l'exploitant a mis en oeuvre depuis le 23 janvier un nouveau filtre à charbon actif (12 m³) devant garantir le respect des valeurs limites de rejet (notamment sur le zinc et le cuivre) dans le réseau d'assainissement collectif relié à la station d'épuration Emeraude de la Métropole de Rouen Normandie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage des déchets liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 5.1.3 et 8.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 5.1.3 Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. Les chiffons gras doivent être enfermés dans des récipients métalliques étanches et évacués aussi souvent que nécessaire. Article 8.3.6 Avant leur valorisation ou leur élimination, les déchets liquides et pompables sont stockés dans des cuves en bon état équipées conformes aux prescriptions de l'article Tout regroupement de déchets fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, la nature, la quantité et l'origine des déchets mélangés. L'exploitant tient une comptabilité précise de la gestion des cuves. L'exploitant doit tenir une chronique la plus précise possible des déchets qui ont été entreposés dans chaque cuve.
Constats : Suite à l'incendie survenu le 16 janvier 2023 dans un entrepôt de stockage de batterie au lithium à Grand-Couronne, l'exploitant indique avoir été rapidement sollicité le jour même et mis en oeuvre en urgence ses camions hydrocureurs et semi sous vide afin de procéder au pompage des eaux d'extinction. Arrivant très vite à saturation des moyens de stockage sur les deux sites de Bachelet Bonnefond à Petit-Quevilly et à Saint-Pierre-de-Varengeville, ainsi que sur le site de la société SONOLUB située à Saint-Aubin-lès-Elbeuf (appartenant au même groupe VEOLIA), l'exploitant précise que deux barges de stockage de capacité chacune de 1 200 m ³ et 1 400 m ³ ont été mobilisées et alimentées par deux navettes fluviales (de 500 m ³ et 100 m ³). Depuis le 18 janvier au soir, un autre point de stockage d'une capacité de plus grande ampleur, situé à Petit-Couronne est mis à disposition et atteint déjà un volume de 7 441 m ³ (dernier volume connu au mardi 24 janvier au matin selon les dires de l'exploitant). L'exploitant expose le bilan des volumes et lieux de stockage des eaux d'extinction repris ci-après : <u>Bachelet Bonnefond à Saint-Pierre-de-Varengeville :</u> 4 tanks de 70 m ³ 1 cuve de 30 m ³ soit un volume total de 310 m ³ <u>Bachelet Bonnefond à Petit-Quevilly :</u> 1 tank de 70 m ³ une cuve de 28 m ³ 2 semi-citernes routières de 50 m ³ chacune soit un volume total de 198 m ³ <u>Quai de Seine de Rouen</u> – en stationnement: 1 barge de 1 200 m ³ 1 barge de 1 400 m ³ (remarque : les navettes de 500 et 100 m ³ sont vides) soit un total de 2 600 m ³

SONOLUB à Saint-Aubin-lès-Elbeuf : 2 cuves pour un volume total de 300,54 m³

Site DRPC à Petit Couronne : 7 441 m³

L'inspection constate sur le site de Petit-Quevilly la présence d'un tank de 70 m³ dans une zone balisée et d'une cuve de 30 m³, tous deux sur rétention ainsi que les 2 semi-citernes routières entreposées sur l'aire de stationnement du site sans disposer de capacité de rétention. L'exploitant précise que les eaux pluviales du parking transitent par un débourbeur/déshuileur muni d'une vanne obturatrice en cas de pollution accidentelle.

Aucun effluent n'a pour l'heure été traité sur le site.

Demande n° 1 : L'exploitant doit disposer immédiatement sur son site, les semi-citernes de façon à éviter tout éventuel choc avec d'autres véhicules en mettant en oeuvre un périmètre de sécurité autour des deux semi-citernes et en assurant leurs rétentions. L'exploitant fait afficher sur les contenants la nature du déchet notamment en modifiant l'inscription « uniquement pour denrées alimentaires » sur les semi-citernes afin d'éviter toute mauvaise manipulation et mélange avec d'autres déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 2 : Nature des déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 1.2.3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Critère d'admission

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les déchets doivent respecter les critères physico-chimiques suivants des tableaux :

Paramètres	Teneurs limites	Observation
Point d'éclair	> 55 °C	Sur déchet brut
Polychlorobiphényles-polychloroterphényles (PCB- PCT) (somme)	< 50 ppm	Sur déchet brut
Matières en suspension	< 10 %	
Composés lourds (sables, sédiments...)	< 30 %	
Halogènes	< 1 ppm	
Chlore et composés du chlore exprimé en chlore	< 1 %	
Fluoranthène	< 5 ppm	Sur matière sèche
Benzo (b) fluoranthène	< 2,5 ppm	Sur matière sèche
Benzo (a) pyrène	< 2 ppm	Sur matière sèche

- en filière de traitement HYDROSEP :

Paramètres	Teneurs limites	Observation
pH	5,5 et 9	
Floculation/ Décantation	Non floculable / non décantable	
Corps étrangers	< 150 mm	
PCB	< 1 ppm	Sur matière sèche
Fer	< 3 000 mg/kg	Sur matière sèche
Aluminium	< 3 000 mg/kg	Sur matière sèche
Zinc	< 3 000 mg/kg	Sur matière sèche
Cuivre	< 1 000 mg/kg	Sur matière sèche

Paramètres	Teneurs limites	Observation
Plomb	< 1 250 mg/kg	Sur matière sèche
Chrome	< 150 mg/kg	Sur matière sèche
Nickel	< 50 mg/kg	Sur matière sèche
Cadmium	< 10 mg/kg	Sur matière sèche
Arsenic	< 10 mg/kg	Sur matière sèche
Sélénium	< 5 mg/kg	Sur matière sèche
Etain	< 5 mg/kg	Sur matière sèche
Tallium	< 5 mg/kg	Sur matière sèche
Mercure	< 1 mg/kg	Sur matière sèche
Autres métaux toxiques	Non détectable	Sur matière sèche

Constats :

L'exploitant indique que 3 échantillons représentatifs prélevés les 17 et 18 janvier 2023 sont en cours d'analyse sur tous les paramètres demandés par l'inspection dans son courriel du 18 janvier 2023 (screening complet et autres paramètres).

Un premier résultat sur les composés perfluorés (23 substances PFAS) n'a pas relevé de dépassement (valeur maximale mesurée à 0,36 µg/L) à la valeur limite de rejet dans les eaux superficielles fixée à 25 µg/L dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 26 janvier 2023, des résultats provisoires sur des paramètres (métaux, DBO5...) dont les teneurs en concentration sont exprimés en matières brutes qu'il convient de convertir en matières sèches sur certains paramètres afin de les comparer aux critères d'admission des déchets autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé du site. La formule de conversion (transmise par courriel du 26 janvier 2023) est la suivante : résultat sur matières sèches = (résultats sur matières brutes x 100) / masse de matières sèches.

Aussi, au vu de ces premiers résultats (valeurs d'admission sur le fer et le zinc à 7 142 mg/kg sur matières sèches pour une valeur limite d'admission à 3 000 mg/kg), les installations ne semblent pas être autorisées à recevoir ces eaux d'extinctions dans les conditions normales d'activité du site. Dans son courriel du 27 janvier 2023, l'exploitant pointe une incohérence du calcul sur sec pour ce type de déchets liquides et assure être en capacité de traiter ces eaux d'extinctions dans ses installations.

Relevé de décision:

L'exploitant a accepté de prendre en charge ces effluents dans l'urgence dès les 1^{ères} heures du sinistre. Il est donc admis que les déchets aient été acceptés sur le site sans procédure d'acceptation préalable et sans vérification des critères d'admission fixés par l'arrêté d'autorisation du 21 avril 2022.

Toutefois, dans le cadre de la gestion des effluents issues de cette crise, il est proposé un arrêté de mesures d'urgence (APMU) pour encadrer les conditions de traitement de ces effluents par Bachelet Bonfond. Ainsi, dans la mesure où une attention spécifique sera portée sur les conditions de rejets à l'issue de traitement (prescriptions de nouvelles valeurs de rejets, suivi de nouveaux paramètres, renforcement des fréquences de suivi), un affranchissement des conditions d'admission fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site est admis uniquement pour ces déchets constitués d'eaux d'extinction incendie et ce à titre dérogatoire et exceptionnel.

Après une phase "test" de traitement de 100 m³, l'exploitant démontrera que son procédé est efficace, démonstration devant se traduire par le respect de l'ensemble des valeurs limites de rejets prescrits par l'APMU. Dans la négative, l'exploitant devra procéder à l'évacuation de ces eaux d'extinction incendie vers une filière de traitement dûment autorisée et apte à les traiter (bordereaux de suivi de déchets à transmettre à l'inspection).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 5 mois avec point d'étape après traitement de 100 m³.

N° 3 : Acceptation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 8.3.2 et 8.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Certificat d'acceptation préalable et contrôle d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.3.2 :</p> <p>L'exploitant se prononce au vu des informations communiquées par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par lui-même ou tout laboratoire compétent sur sa capacité à prendre en charge, le cas échéant après pré-traitement, le déchet en question dans les conditions fixées par le présent arrêté. Il délivre à cet effet soit un certificat d'acceptation préalable, soit un avis de refus de prise en charge.</p> <p>Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet.</p> <p>Le certificat d'acceptation préalable mentionne en outre la nature du traitement ou du prétraitement qui sera réalisé.</p> <p>Un déchet ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable. Cette acceptation préalable a une validité maximale d'un an et doit être conservée au moins un an de plus par l'exploitant.</p> <p>L'ensemble des acceptations préalables adressées pour les déchets admis sur un site fait l'objet d'un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui sont adressées et précise dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.</p> <p>Article 8.3.3 :</p> <p>Avant tout déchargement, l'exploitant vérifie la disponibilité de capacités de stockage et de traitement suffisantes et adaptées. En cas d'indisponibilité, le chargement doit être refusé.</p> <p>A l'arrivée sur le site, et avant déchargement, tout lot significatif d'un même producteur fait l'objet de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs du déchet (l'un pour analyses tel qu'indiqué ci-dessous au 4ème item, l'autre répertorié et conservé pendant un mois dans des conditions de préservation et de sécurité adéquates) et d'une vérification :</p> <ul style="list-style-type: none">- de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable ;- le cas échéant, d'une vérification de la présence d'un bordereau de suivi établi en application des dispositions de l'article R541-45 du code de l'environnement (déchets dangereux) ;- d'une pesée du chargement ;- de tests en fonction de l'orientation fixée (pH, matière sèche, floculation...) ;- d'un contrôle visuel et olfactif des déchets. <p>En complément, une analyse complète (teneurs en PCB-PCT, halogènes, chlore, métaux lourds, hydrocarbures, sédiments et les pH et point d'éclair) est effectuée sur un échantillon aléatoire au minimum tous les 2 mois pour les eaux hydrocarburées.</p> <p>Une procédure décrit la marche à suivre en cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation. Dans ce cas, le chargement doit être refusé (le camion n'est pas autorisé à dépoter et repart avec son chargement) et l'inspection des installations classées et le client sont prévenus sans délai.</p> <p>Toutes les précautions sont prises lors des prélèvements des échantillons pour que ceux-ci soient aussi représentatifs que possible. Les méthodes d'échantillonnage sont décrites dans des procédures.</p> <p>Le déchargement de ces déchets n'est pas autorisé tant que les résultats des analyses ne sont pas connus.</p> <p>Une aire d'attente intérieure est aménagée pour permettre le stationnement des véhicules durant les contrôles d'admission.</p> <p>Au moment de l'acceptation, l'exploitant doit informer le producteur des procédés de traitement dont il dispose et des destinations finales qu'il donne à ses déchets.</p>

Constats :

L'inspection constate qu'aucun certificat d'acceptation préalable n'a été transmis au producteur de déchets. L'exploitant indique que dans l'urgence, il s'est concentré sur la prise en charge des volumes. Toutefois, il précise que les déchets font l'objet d'une traçabilité via l'émission de bordereaux de suivi de déchets « papier » et non sur l'outil trackdéchets. Le code déchets utilisé est le code 16 10 02 « déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01* » considérant à ce stade sans confirmation du producteur du déchet, que ce dernier n'est pas dangereux au vu des premiers résultats d'analyse (notamment sur les perfluorés dont la valeur est inférieure à 1 µg/l pour une valeur limite de rejet dans les eaux superficielles fixé à 25 µg/l).

Relevé de décision : il est admis que, dans le cadre de la prise en charge urgente des effluents aux 1^{ères} heures après le déclenchement du sinistre, les déchets aient été acceptés sur le site sans procédure d'acceptation préalable.

Demande n° 2 : Aussi, pour garantir la traçabilité, il convient de régulariser a posteriori le suivi administratif de ces déchets. Ainsi, comme proposé par l'exploitant, la traçabilité des déchets réceptionnés suite à l'incendie d'entrepôt survenu le 16/01/2023, sera assurée par l'émission d'un bordereau de suivi de déchet pré-complété par Bachelet-Bonnefond pour les parties "collecte" et "traitement", et à faire renseigner par le producteur de déchets. À ce stade le code déchet envisagé pour ces eaux incendie serait le 16 10 02 (code déchet habituellement observé pour ce type d'effluent). Ce code pourra être corrigé au regard des résultats d'analyses attendus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 4 : Traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 8.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Mode opératoire de traitement spécifique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant n'ajoute un déchet lors d'une opération de pré-traitement qu'après s'être assuré de sa compatibilité avec les autres déchets.</p> <p>Des analyses et une surveillance étroite des procédés doivent être effectuées.</p> <p>L'exploitant doit informer le producteur de toutes anomalies survenues sur les déchets dans le traitement (substitution d'une filière de traitement à une autre...). Les procédés de traitement des eaux hydrocarburées sont les suivants :</p> <p>dégrillage, puis décantation dans le bac réception : les solides récupérés sont envoyés en centres de destruction agréés ;</p> <p>déshuilage : les hydrocarbures sont stockés dans une cuve de 30 m³ puis éliminés en centres de revalorisation agréés,</p> <p>floculation / flottation de la partie aqueuse : les floccs sont stockés dans un bac de 20 m³ puis acheminés vers des sites de valorisation ;</p> <p>décantation : les hydrocarbures sont stockés dans une cuve de 30 m³ puis éliminés en centres de revalorisation agréés tandis que les eaux rejoignent le flux n° 1 défini à l'</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans la limite de la capacité de traitement autorisée de 100 m³ par jour des installations (restreinte par le débit de rejet journalier), l'exploitant déclare envisager de traiter, dans un premier temps, les quantités stockées sur ses deux sites de Petit-Quevilly et Saint-Pierre-de-Varengeville et dans un second temps, une partie du gisement entreposée dans le bac DRPC situé à Petit-Couronne.</p> <p>Il précise que les volumes stockés dans les 2 barges en quai de Seine seraient plutôt gérées par deux autres installations classées autorisées du département situés à proximité de la Seine après validation de l'offre commerciale par le client.</p> <p>L'exploitant ne préconise aucun traitement spécifique et prévoit une prise en charge dans sa filière habituelle de traitement des eaux hydrocarburées (Hydrosep) et dans la continuité de ses activités habituelles (avec d'autres effluents pour lisser l'activité sur plusieurs mois). Les eaux incendie passeraient par un déshuileur puis subiraient un traitement physico-chimique par floculation. Les boues (hydrocarburées et floccs) récupérées aux divers stades du process sont évacuées vers une filière d'incinération dûment autorisée. Les eaux issues de l'Hydrosep sont ensuite dirigées vers le traitement biologique avant filtration successive dans deux filtres à charbon actif permettant de capter notamment les métaux et les substances perfluorées.</p> <p>L'inspection constate le jour de la visite la présence d'un nouveau dispositif de filtre à charbon actif (de 7 tonnes) en remplacement d'un plus petit (de 1 tonne), mis en fonction le 23 janvier dernier selon les dires de l'exploitant. Il permettrait de capter notamment les polluants perfluorés, métaux et phénols selon la notice technique du fournisseur.</p> <p>Relevé de décisions :</p> <p>Les eaux d'extinction incendie sont, dans la mesure du possible, traitées indépendamment des autres effluents régulièrement admis et traités sur le site.</p> <p>Les 2 autres étapes du traitement « tertiaire » habituellement opéré par l'exploitant (désinfection aux UV et désinfection à l'hypochlorite de sodium) pour permettre la réutilisation des eaux traitées notamment pour des opérations de lavage hors site, ne sont pas mises en œuvre pour les campagnes de traitement des eaux incendie issues de l'entrepôt HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 de Grand-Couronne. Les effluents traités sont directement acheminés vers la STEP EMERAUDE après leur passage dans le filtre à charbon actif nouvellement dimensionné.</p>
Type de suites proposées :
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 5 mois

N° 5 : Surveillances des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.11 et 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, VLE et Autosurveillance des eaux résiduaires et paramètres supplémentaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement collectif, les valeurs limites en concentration et flux, au fréquence minimale définies mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution. (ajouter les tableau des paramètres à analyser et fréquence).
Constats : Dans le cadre de la prise en charge sur son site des eaux d'extinction issues de l'incendie survenu le 16 janvier dernier, l'exploitant propose de renforcer la fréquence de l'autosurveillance : <ul style="list-style-type: none">• 1 analyse par semaine sur les paramètres de son arrêté préfectoral susvisé ;• 1 analyse toutes les deux semaines sur les paramètres demandés par l'inspection pendant la période de traitement du gisement de déchets en y incluant le paramètre Lithium (dont la valeur limite de rejet peut être fixée à 25 µg/L au regard des objectifs de la qualité des eaux de surfaces pour Rouen). L'exploitant présente ses dernières analyses qui relèvent à nouveau des dépassements sur le zinc et ses composés (mesuré à 68 µg/L pour une valeur limite fixée à 10 µg/L) et le fer (mesuré 2,9 mg/L à pour une valeur limite fixée à 1 mg/L) malgré le changement chaque mois du filtre à charbon. L'exploitant explique avoir remplacé le 17 janvier un filtre à charbon actif par un plus grand (de 1 à 7 tonnes de charbon) et mis en place une surveillance hebdomadaire sur tous les paramètres de rejet. Il précise que le nouveau filtre est opérationnel depuis le 23 janvier et que des mesures seront effectuées en amont et aval du filtre pour s'assurer de son efficacité. Demande n° 3 : l'exploitant transmet dès à présent à l'inspection son plan d'actions correctives accompagné des résultats de mesures effectuées sur le nouveau filtre. Il transmet également régulièrement à l'inspection le tableau des mesures hebdomadaires effectuées sur les effluents avant rejet dans le réseau d'assainissement collectif. Relevé de décision : Dans la perspective des campagnes de traitement des eaux d'extinction de l'incendie du 16 janvier 2023 à Grand-Couronne, il est proposé un arrêté de mesures d'urgence qui: <ul style="list-style-type: none">- prévoit de valider la capacité de traitement du procédé par un essai avant de procéder au traitement industriel de ces eaux ;- réglemente les rejets post-traitement en encadrant certains paramètres actuellement non régis par l'arrêté d'autorisation;- renforce le champ d'investigations des rejets post-traitement (ajout de paramètres à surveiller) et renforce les fréquences de suivi.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 5 mois